

DU 7 AU 13 OCTOBRE 2019

PRIX BAYEUX CALVADOS-NORMANDIE

DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

**CATEGORIE
JEUNE REPORTER**

Wilson FACHE

« Gaza, année noire »

GAZA

FRANÇAIS

JUIN 2018 + MARS 2019

A Gaza, des athlètes sans bras ni jambes

Trois guerres et des semaines de violentes confrontations à la frontière entre Israël et la bande de Gaza ont laissé de nombreux athlètes palestiniens handicapés à vie.

Alaa al-Daly se souvient d'un bruit sourd, d'une douleur insupportable, puis, finalement, d'une vision d'horreur : sa jambe droite remplacée par un amas de sang, de chair et d'os brisés. C'était le 30 mars dernier, au premier jour de la « grande marche du retour » organisée à la ligne de démarcation entre Israël et Gaza. Un mouvement de protestation rassemblant chaque vendredi des milliers de Gazaouis réclamant la fin du blocus israélien et le droit au retour sur la terre de leurs parents.

Alaa, cycliste professionnel de 21 ans, dit s'y être rendu avec son vélo par curiosité, portant encore ses vêtements de sport. Il repartira sur une civière après avoir été, comme des milliers d'autres depuis, fauché par une balle israélienne. « Quand je suis arrivé à l'hôpital, les docteurs m'ont immédiatement dit qu'ils devaient m'amputer. J'ai refusé, raconte le jeune homme. J'ai résisté pendant dix jours puis... » Il pose la main sur son moignon, les mots ne viennent plus.

Cet été, il avait prévu de braver le blocus israélien pour rejoindre Djakarta afin de participer aux Jeux asiatiques de 2018. Mais dans sa chambre aux murs décrépits, des béquilles ont désormais trouvé leur place à côté de son casque et d'un bouquet de médailles. « Je n'aurais pas été au rassemblement si j'avais su que ce serait si violent. Israël ne nous traite pas comme des civils qui manifestent, mais comme une armée organisée », regrette celui qui a rejoint une liste déjà longue de sportifs palestiniens, aux corps et carrières détruits par les balles israéliennes.

« Pourra-t-il encore jouer avec une prothèse ? »

Depuis le 30 mars, au moins 125 Palestiniens ont été tués et plusieurs milliers blessés par des tirs israéliens. L'État hébreu justifie le recours à la force létale par la nécessité de protéger « la frontière » et ses citoyens face à des émeutiers considérés comme téléguidés par le Hamas, l'organisation islamiste qui dirige l'enclave.

À l'hôpital al-Chifa, qui croule sous le nombre des « blessés de guerre », Khaled, 17 ans, dort les yeux entrouverts, une mouche posée sur sa paupière. Membre du deuxième meilleur club de football de la bande de Gaza, il a été visé à la jambe gauche par un sniper israélien le 14 mai dernier, lors d'une manifestation réprimée dans le sang, alors qu'au même moment les États-Unis inauguraient leur nouvelle ambassade à Jérusalem.

Sous les pansements, ses orteils noirs et l'odeur qui s'en dégage laissent présager le pire. Assise à son chevet, sa grand-mère, Aïcha, 64 ans, craint qu'il ne rejoigne bientôt la quarantaine de patients qui ont déjà subi une amputation ces dernières semaines. Certaines auraient pu être évitées, confie un chirurgien, mais vu le nombre étourdissant de blessés et des moyens extrêmement limités, il a parfois fallu couper plutôt que réparer.

« Pourra-t-il encore jouer avec une prothèse ? se demande Aïcha en posant un regard

morose sur son petit-fils. Le football, c'est sa passion. J'ai peur que psychologiquement il ne s'en remette pas. J'ai été témoin de nombreuses guerres déjà, mais je n'ai jamais vu une génération aussi dépitée. Ils ont deux heures d'électricité par jour et aucun travail. Ils fulminent. C'est pour ça qu'ils se jettent sur cette barrière. »

Attaquants sans jambes et gardiens de but sans mains

Ces nouveaux athlètes handicapés sont précédés par plusieurs générations de sportifs palestiniens mutilés. Beaucoup d'entre eux ont trouvé refuge dans l'effort. Dans le sud de la bande de Gaza, des attaquants sans jambes et des gardiens de but sans mains se sont donné rendez-vous sur un petit terrain de football bordé d'oliviers. Une équipe fraîchement créée pour accueillir les amateurs de sport handicapés pendant les guerres et accès de violence qui secouent continuellement la bande de Gaza. « Après avoir été amputé, j'ai commencé à me refermer sur moi-même. Je ne parlais plus à personne, même pas à ma famille. Mais l'esprit d'équipe que j'ai trouvé ici m'a aidé à me reconnecter aux autres », assure l'un des joueurs.

C'est également dans l'handisport que Alaa al-Daly espère désormais exceller. Depuis quelques jours, il visite régulièrement un centre qui fabrique des prothèses, et y a commencé sa rééducation. « Il faut que tu marches plus avec tes béquilles. Si tu restes trop couché, tu vas avoir des problèmes de dos », lui intime son kinésithérapeute alors que Alaa prend place sur un matelas bleu. La séance est ponctuée des encouragements du médecin et des gémissements du cycliste, qui tente de soulever son moignon à l'aide de son muscle atrophié. L'effort est récompensé par un massage. « Allez, donne-lui un peu de plaisir à ce pauvre gars », sourit le coach de Alaa. « Ah non, pas avant la fin du ramadan », répond le jeune homme, hilare.

Son optimisme sans relâche a pourtant récemment été mis à rude épreuve : ses dernières radiographies indiquent que des excroissances de calcium se sont formées sur la pointe de son os sectionné. Des épines s'enfonçant dans sa chair et rendant dès lors impossible – car trop douloureux – le port d'une prothèse. Il devra donc passer au bloc pour la dixième fois, repoussant de plusieurs mois encore tout rétablissement. Il esquisse un dernier sourire avant de lâcher : « Je suis épuisé. »

Avec les dealers de Tramadol de Gaza

« Ici, tout ce qu'on peut faire, c'est se défoncer et se branler »

Le crépuscule sonne le début des affaires. Sur le toit d'un immeuble de six étages, le téléphone d'Ahmed, 20 ans se met à vibrer. « Allô ? T'es où ? En bas ? OK, ça arrive ». Le jeune homme retourne à l'intérieur et revient quelques secondes plus tard avec des plaquettes dans les mains. Il en sort six pilules rouges, qu'il place à l'intérieur d'un seau attaché à une corde. En bas, dans la ruelle forcément sombre – il n'y a que quelques heures d'électricité publique par jour à Gaza - quatre silhouettes attendent leur dose qui descend du ciel. « Hé, pas touche ! C'est pas pour toi, c'est pour Mohammed ! » hurle le dealer à l'intention de l'homme qui vient d'attraper son seau.

Ahmed remonte le pot, chargé de quelques pièces, puis recommence. « Putain, maintenant tu mets l'argent dans le seau » s'énerve-t-il, au téléphone avec un client se trouvant six étages plus bas. « C'est un débutant, » précise le dealer avec un sourire narquois. Il avait pour habitude de donner rendez-vous à sa clientèle dans un petit parc en bas de la rue. Mais un soir, il y a été accueilli par des flics en civil. Alors depuis, il ne deale que via ce seau qu'il remonte et descend toute la nuit. Le dispositif est plus discret et, en cas de descente de police, il pourra toujours sauter de toits en toits. Il s'y est d'ailleurs déjà entraîné.

Dès que le soleil se couche, ils sont des dizaines, toujours plus jeunes, toujours plus nombreux, à se donner rendez-vous dans ce quartier lugubre de la ville de Gaza. Leur addiction : le Tramadol, « la cocaïne du pauvre ». Un antidouleur illégal quand il n'est pas vendu sous prescription, détourné en stupéfiant. Vendue à bas prix au marché noir, facile d'accès et très addictive, cette drogue de synthèse fait des ravages dans les rues de l'enclave où elle s'achète 210 shekels (50 euros) les 30 pilules. En une demi-heure, une quinzaine de personnes a déjà défilé au pied de l'immeuble. Chaque nuit, Ahmed se fait jusqu'à 100 dollars. Une fortune dans une enclave où, selon la Banque Mondiale, le revenu moyen annuel par habitant s'élève à... 1 826 dollars.

« Mes clients sont des pauvres qui veulent oublier »

Gaza. Près de deux millions de Palestiniens parqués sur une bande de terre de 41 kilomètres de long sur 6 à 12 de large, et hermétiquement coupée du reste du monde par un blocus israélien décennal. Dans un territoire qui enregistre un des taux de chômage les plus élevés au monde, on se réfugie dans la défonce pour échapper aux traumatismes de trois guerres, aux éruptions perpétuelles de violences, à une société jugée trop conservatrice et à la « double occupation ». Celle de l'État hébreu, mais aussi du « régime » : le Hamas, le groupe islamiste qui contrôle la zone.

« C'est fou le nombre de clients que j'ai maintenant. Ce sont des pauvres qui veulent oublier », précise Ahmed en remontant une nouvelle fois son seau, inhabituellement lourd. À l'intérieur, un client a placé un portable à la place de l'argent. Ahmed le lui restituera quand la personne aura de quoi payer ses dettes. En bas, dans la chaleur moite d'une nuit sans lune, l'atmosphère se tend entre plusieurs clients qui attendent leur tour. « Ils sont complètement fucked up, » rigole leur dealer. « Enfin, moi aussi pour être honnête. Je suis def H 24. »

« Le shit, c'est l'essence de la jeunesse à Gaza. C'est comme ça qu'ils avancent »

Sur le toit de l'immeuble adjacent, séparé de celui d'Ahmed de moins de deux mètres, son voisin Khaled, 22 ans, observe le spectacle avec un mélange d'amusement et de convoitise. Lui deal du cannabis, environ 100 grammes par mois, mais uniquement pour un cercle d'amis. Moins risqué. « Le shit, c'est l'essence de la jeunesse à Gaza. C'est comme ça qu'ils avancent. En ce moment, c'est plus important que l'eau », explique-t-il en se roulant un joint de la taille d'un bras d'enfant. « Il y a cinq ou six ans, c'était tabou et honteux. Maintenant, c'est généralisé. Tout le monde fume ». Selon lui, la demande augmente quand la situation empire, comme récemment avec les manifestations réprimées dans le sang à la ligne de démarcation entre Israël et Gaza.

Depuis le 30 mars, au moins 129 Palestiniens ont été tués et plusieurs milliers blessés lors de protestations rassemblant chaque vendredi des milliers de Gazaouis réclamant la fin du blocus israélien et le droit au retour sur la terre de leurs parents. L'État hébreu justifie le recours à la force létale par la nécessité de protéger « la frontière » et ses citoyens, face à des émeutiers qu'il considère comme téléguidés par le Hamas. Parmi eux, de nombreux clients d'Ahmed et Khaled.

3 grammes de shit = 20 pilules de Tradamol = 1 dose d'ecstasy

Entre deux ventes, les dealers décident de s'échanger un peu de marchandise pour leur consommation personnelle. Par-dessus vingt mètres de vide, leurs doigts se caressent. Petite barrette contre pilules rouges. Dans les rues de la cité maudite, trois grammes de Haschich équivalent à 20 pilules de Tramadol, qui elles-mêmes peuvent s'échanger contre une dose d'ecstasy, plus difficile à trouver. Et plus dangereux à dealer : alors que le haschich et le Tramadol sont souvent importés via les tunnels de contrebande à la frontière entre Gaza et l'Égypte, l'ecstasy vient d'Israël. En cas d'arrestation par les hommes du Hamas, les vendeurs risquent donc non seulement gros pour leur trafic, mais ils pourraient également être accusés de collaborer avec l'ennemi.

« Chaque semaine, on entend de parler de jeunes qui se sont suicidés »

Dans l'un des rares centres de rehab de Gaza, 90 % des patients – entre 30 et 40 par mois - sont accros au Tramadol, le reste à la marijuana, au captagon ou à l'ecstasy, selon un responsable. Le centre ressemble à une prison, d'ailleurs les patients y sont enfermés, généralement pour une durée de quatre semaines. Mais seule une minorité de toxicomanes accepte de se faire soigner dans de telles institutions. Pour les autres, la recherche d'un traitement équivaldrait à avouer publiquement son addiction – inacceptable au sein d'une société très conservatrice.

Cinq dortoirs, des murs décrépis éclairés au néon, et une table de ping-pong en guise d'échappatoire. Tous sont des hommes entre 17 et trente ans et proviennent de toutes les classes sociales. Certains sont des jeunes qui ont été blessés durant les affrontements avec les forces israéliennes et se voient prescrire du Tramadol comme antidouleur pour leurs blessures physiques, puis deviennent accros pour apaiser leurs « blessures invisibles. »

Selon Mohammed Salah, un psychologue de 32 ans, beaucoup sont devenus toxicomanes après avoir développé des traumatismes psychologiques, comme le syndrome

de stress post-traumatique (PTSD), un problème de santé mentale dont certaines personnes souffrent après avoir été témoin ou victime d'un événement particulièrement choquant. Pour le personnel médical du centre de rehab, il s'agit donc de traiter chez leurs patients à la fois leur addiction et leur trouble mental - avant qu'il ne soit trop tard. « Chaque semaine, on entend parler de jeunes qui se sont suicidés, » confie le psychologue.

« Gaza, c'est une putain de prison. J'ai l'impression d'avoir soixante ans »

Pour les jeunes dealers de Gaza, et leurs clients, la drogue est depuis longtemps devenue, au mieux, « un moyen de s'échapper », au pire, « une façon d'arrêter d'exister sans devoir se tuer ». Mélange de détresse économique, sociale, psychologique et, selon l'âge, sexuelle. Ahmed fait glisser une pilule rouge entre ses lèvres : « de toute façon, tout ce qu'on peut faire ici, c'est se défoncer et se branler ».

Que rêvait-il de faire, quand il était ado ? « Un rêve ? » Il éclate de rire pendant de longues secondes. « Mais de quoi est-ce que tu parles ? Je ne sais pas, balayer les rues ? Un truc où je me lève le matin et je gagne ma vie comme un être humain norm... » Il est interrompu par un cri : « Où est le putain de seau ? ! » beugle un client depuis le trottoir. « Gaza, c'est une putain de prison, » continu Ahmed en faisant descendre la came. « J'ai l'impression d'avoir soixante ans. »

Les noms des dealers cités ont été modifiés afin de préserver leur anonymat.

Fuyant la guerre, les Syriens de Gaza se retrouvent pris au piège

Des centaines de réfugiés ont trouvé un abri improbable dans la bande de Gaza, sous blocus. Une fois à l'intérieur, les chances de s'enfuir sont minces.

Lorsque Uum Wadiha a fui son pays déchiré par la guerre, elle espérait trouver la paix en exil. À la place, elle a voyagé d'un conflit à l'autre. "Ce que j'ai vu à Gaza, je ne l'ai jamais vu en Syrie", assure cette mère de 37 ans. "Je veux dire à tout le monde : ne venez pas à Gaza."

Elle hésite un instant, puis remonte la manche de son abaya bleue pour révéler d'épaisses cicatrices sur son poignet. "Deux fois..." murmure-t-elle. "J'ai essayé de me suicider deux fois."

Depuis le début des révoltes qui ont ravagé leurs pays, des centaines de familles ont fui vers la bande de Gaza à la recherche d'un abri. La majorité, souvent des descendants de réfugiés palestiniens, viennent de Libye et de Syrie, ou encore du Yémen, d'Irak et du Liban. Aussi surprenant que cela puisse paraître, beaucoup disent qu'ils ont choisi Gaza parce qu'ils y ont des liens familiaux, ou parce que des dirigeants politiques palestiniens s'étaient publiquement engagés à leur venir en aide. D'autres s'étaient initialement installés en Égypte, mais disent ne pas avoir su y trouver les opportunités économiques nécessaires pour bâtir une nouvelle vie.

Mais à l'intérieur d'une enclave appauvrie et régulièrement secouée par des éruptions de violences, de nombreux réfugiés affirment avoir seulement trouvé ce qu'ils fuyaient. Le mari d'Uum Wadiha, Nabil, un Syrien d'origine palestinienne, pensait pouvoir compter sur ses proches à Gaza pour les aider à s'installer. Alors, avec leurs trois enfants, ils ont fui Yarmouk en 2013 – un camp établi dans la banlieue de Damas pour accueillir les réfugiés palestiniens de la guerre israélo-arabe de 1948-1949 – et se sont rendus au Caire avant d'entrer dans Gaza par les tunnels de contrebande qui filent sous la frontière.

Mais exactement un an plus tard, à l'été 2014, une guerre éclate entre Israël et le Hamas, l'organisation islamiste contrôlant Gaza. Oum Wadiha et sa famille se réfugient dans une école avec des douzaines d'autres civils terrifiés. Une fois les combats terminés, ils trouvent des ruines fumantes à la place de leur maison et aucune issue : la plupart des tunnels ayant été détruits et leurs économies évaporées.

"Je regrette d'être venu ici," lâche Nabil. "Quand je suis entré dans le tunnel, au fond de moi je savais que ce serait un voyage à sens unique."

Un résident syrien de Gaza confiait également avoir le sentiment de vivre sous un nouveau "régime autoritaire", ayant échappé à la dynastie Assad pour finalement voir chacun de ses moindres mouvements scrutés par le Hamas.

"Si ce n'était pas si difficile de sortir de Gaza, nous partirions tous, y compris moi-même," insiste Mohammad al-Cheikh, directeur d'une association locale venant en aide aux réfugiés et qui a lui-même fui la Syrie. "Nous voulons seulement un travail et

notre dignité. Ce n'est pas quelque chose que nous avons pu trouver ici. Nous sommes pris au piège. C'était plus facile d'entrer que de sortir."

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en partenariat avec des ONG internationales actives dans l'enclave, travaille depuis des années à la réinstallation de certaines de ces familles à l'étranger. Jusqu'à présent, seule une poignée de Syriens ont pu obtenir l'asile en Europe.

Un processus rendu particulièrement alambiqué par le nombre d'acteurs impliqués : pour être réinstallés avec succès en Occident, ces réfugiés doivent non seulement répondre aux critères du HCR, mais doivent aussi être acceptés par leur futur pays – l'étape la plus difficile – et leur dossier doit passer par le Hamas, l'Autorité palestinienne et Israël. Certains humanitaires travaillant sur ces cas ont également soulevé des inquiétudes quant au fait de devoir communiquer aux autorités israéliennes l'identité de personnes qui se sont introduites clandestinement à Gaza en utilisant les tunnels, de peur que l'État hébreu se retourne contre ces "illégaux".

Un processus tellement long qu'il a déjà fait sa première victime : en janvier dernier, une Syrienne de 40 ans est décédée à Gaza des suites d'une maladie neurologique alors qu'elle était en train d'obtenir l'asile en Europe pour y être soignée.

En outre, certains ne sont pas considérés comme une priorité. Les réfugiés syriens d'origine palestinienne, comme Nabil, "peuvent aussi être considérés comme des Palestiniens vivant dans un territoire palestinien, c'est donc délicat", confie un assistant juridique d'une ONG internationale.

"J'ai le sentiment que je n'appartiens à nulle part. Je suis un étranger partout où je vais", soupire Hossan Horami, 26 ans, qui a quitté la Syrie pour Gaza en 2011 après que son grand-père, lui, a fui la Palestine pour la Syrie lors de la Nakba, qui a vu l'exode de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création d'Israël.

S'il rêve de quitter Gaza après avoir connu deux guerres dans deux pays différents, il avoue aussi ne plus avoir l'énergie de fuir encore, surtout depuis la naissance de son enfant en exil. "Maintenant, je dois être fort pour mon fils," insiste Horami, "et lui apprendre ce que ça signifie d'être deux fois réfugié."

Veuves, blessées, brisées : les femmes de Gaza paient un lourd tribut aux manifestations du vendredi

La plupart des Gazaouis tués et blessés lors de la marche du retour sont des hommes, mais dans l'ombre, les palestiniennes ont été gravement touchées par cette année d'affrontements.

Couchée dans son lit, dans la pénombre du salon familial, Malina Al Hindi soulève une épaisse couverture rouge pour révéler une jambe hérissée de tiges de métal. Les pansements jaunâtres dégagent une odeur rance. “Je me trouvais près de la barrière de sécurité, on était entourés de gaz lacrymogènes. J’ai donc essayé de partir. C’est à ce moment-là que je me suis fait tirer dessus”, raconte cette mère de 34 ans qui vit à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

Démembrée un 8 mars, date qui marquait la Journée internationale des femmes.

Ce jour-là, Mme Al Hindi participait à une énième édition de la “Grande Marche du retour”, une série de manifestations menées par les Gazaouis sur la ligne de démarcation avec Israël pour réclamer la fin du blocus décennal qui asphyxie l’enclave et le droit de revenir sur les terres qu’eux-mêmes ou leurs parents ont fuies ou dont ils ont été chassés à la création de l’État d’Israël, en 1948.

“Je ne peux plus bouger, même aller à la salle de bains c’est compliqué. Je ne sais plus m’occuper de mes enfants et j’ai peur de mettre leur futur en péril”, murmure-t-elle, deux de ses six garçons assis au pied du lit.

Elle dit pourtant n’avoir aucun regret : “Le blocus israélien affecte tout le monde à Gaza, mais les hommes, eux, peuvent sortir de la maison et se changer les idées. Nous, nous devons rester chez nous. Alors quand le frigo est vide et que l’électricité se coupe, c’est surtout moi qui en souffre. Les femmes sont plus affectées que les hommes par la situation. Avec ces marches, j’ai trouvé une échappatoire.”

Cette année d'affrontements se conclut sur un bilan litannique. L'ONU estime que près de 200 personnes ont été tuées et 30 000 blessées, dont 25 % à balles réelles.

Les snipers israéliens visent souvent les membres inférieurs des manifestants, causant des blessures invalidantes.

Une enquête de l'ONU suggère que des soldats israéliens pourraient avoir commis des crimes de guerre pendant les manifestations.

Israël rétorque avoir la responsabilité de défendre sa frontière et accuse le Hamas, l’organisation islamiste en charge de l’enclave, de téléguider ces “violents émeutiers”.

Le rassemblement de samedi s’est déroulé dans un calme relatif. Des dizaines de milliers de Gazaouis ont convergé vers les barbelés, où les affrontements avec les soldats israéliens ont fait quatre morts et des centaines de blessés, sans toutefois provoquer l’escalade tant redoutée. Sur la plaine de Malaka, à la frontière nord-est du

lambeau de territoire palestinien, nombreux sont ceux parmi les chebabs (jeunes hommes) qui avaient déjà été blessés lors de précédents rassemblements. Sous la pluie et les gaz lacrymogènes, les béquilles d'une génération d'estropiés glissaient dans la boue.

D'autres ont refusé de marquer cet anniversaire.

"Je n'y vais plus," explique Mohammed, 28 ans, un vendeur de cigarettes. "C'est inutile. Mon frère s'est fait amputer une jambe."

"Pour l'instant, il n'y a aucun espoir que les choses s'améliorent. Tant de jeunes hommes ont été blessés. Partout où tu vas, tu vois des gens avec des béquilles."

Seulement environ six pour cent des 16 027 Palestiniens admis à l'hôpital après avoir été blessés lors des manifestations étaient des femmes, rapporte le ministère de la Santé dirigé par le Hamas. Mais compte tenu des conséquences indirectes, elles ont souffert de manière disproportionnée.

Les jeunes femmes gravement blessées ont moins de chances de trouver un mari, ce qui, dans la société gazaouie, est source de honte. Dans d'autres cas, des femmes blessées se sont privées d'un traitement médical pour éviter des tensions avec leur mari ou leur famille, qui leur avaient interdit de participer aux manifestations, selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

Et le grand nombre de blessés depuis le début des manifestations a contraint les hôpitaux à renvoyer des patients prématurément chez eux. Le fardeau de soigner ces hommes blessés a donc incombé à leurs mères et à leurs épouses, en plus de leurs tâches ménagères habituelles.

Dans un contexte de violence domestique déjà élevée, les organisations locales dédiées à la protection des femmes ont reçu deux fois plus de plaintes de violences sexiste au cours de l'année écoulée qu'en 2017.

"Notre société vit sous occupation israélienne, mais elle est aussi dominée par les hommes et conservatrice", explique Hana Zant, coordinatrice de recherche au Women's Affairs Centre à Gaza.

"Ce cocktail explique pourquoi la plupart des femmes ici sont victimes de violence. Nous avons des cas où le mari reproche à sa femme d'avoir laissé les enfants assister à la marche, où ils ont été blessés."

Dans d'autres cas, des hommes blessés font éclater leur colère sur leur conjoint. "J'ai aussi rencontré une dame dont le mari, blessé aux deux jambes, la battait avec ses béquilles et l'insultait", confie Mme Zant.

Dans les cas les plus extrêmes, les femmes qui ont été blessées se retrouvent sans soutien. Mme Zant se souvient d'une jeune femme dont le mari l'a quittée après qu'elle ait été blessée, et dont la famille la rejette parce qu'elle est handicapée. "Aujourd'hui, c'est une personne brisée."

Le deuil aussi se vit souvent comme une double peine. En cas de la perte d'un mari, et donc d'une source de revenu, les veuves de la Marche du retour sont souvent exposées à des violences sociales et économiques car c'est la famille du défunt qui contrôle ses biens, tandis que les jeunes filles de ces familles courent un risque plus élevé de mariage infantile.

“La crise prolongée que subissent les Palestiniens touche les femmes de manière disproportionnée,” estime Osama Abueita, responsable de l'antenne de Gaza de l'UNFPA. “Et ça, c'est quelque chose qui est souvent négligé. Pour le moment, toute l'attention est concentrée sur les blessures par balle. Nous essayons de susciter l'intérêt des donateurs sur ces problèmes-là, mais ce n'est pas facile.”

Pour des femmes comme Sawsan Ayish, le désintérêt des donateurs étrangers se ressent quotidiennement. Le 14 mai, comme chaque vendredi, son mari a quitté la maison pour aller vendre des glaces aux manifestations. Comme soixante autres Palestiniens ce jour-là, il n'est jamais revenu.

Mme Ayish et ses quatre enfants vivent désormais dans la misère dans un petit appartement d'un quartier populaire de Gaza City. Des portraits de son défunt mari ornent les murs de chaque pièce. La plupart des fenêtres sont cassées depuis la guerre de 2014.

"Les enfants et moi survivons au jour le jour", raconte-t-elle. "Je vais au marché une fois par semaine. Parfois, je ne cuisine pas, je fais juste frire des pommes de terre. On a des rats et quand il pleut, le toit de l'appartement fuit."

Mme Ayish s'interrompt, et affiche un sourire triste: "Avant la mort de mon mari, je gérais la situation avec lui. Maintenant, je souffre seule."

Être gay à Gaza

Rendez-vous est pris à la nuit tombée dans un petit appartement de la ville de Gaza. Sami s'assied sur le canapé, hésitant. « J'ai dû me marier pour ne pas faire de tord à la réputation de ma famille », commence ce quadragénaire dans un murmure. « Ma mère m'a mis la pression, m'a dit qu'elle voulait avoir des petits-enfants. Avant de me marier pour la première fois, je lui ai dit "Maman, je suis gay". Elle s'est mise à rire. J'ai insisté. Alors elle m'a regardé droit dans les yeux et m'a ordonné de ne plus jamais dire ça. Après le divorce, je suis revenu à la charge. "Montre aux gens que tu es hétéro", m'a-t-elle répondu. "Je ferai de mon mieux", ai-je pensé. »

Une vie de secrets. Coincé entre les islamistes du Hamas qui contrôlent l'enclave palestinienne d'une poigne de fer et le blocus israélien décennal qui interdit toute sortie, Sami est contraint de vivre caché dans une société conservatrice qui condamne l'homosexualité. « Mais j'ai envie d'être gay. Je veux être amoureux », plaide-t-il avec des yeux humides.

Il ravale sa salive, prend une grande respiration, et ajoute « Dans cette communauté, c'est impossible. J'ai rencontré beaucoup d'homos à Gaza grâce à internet. Mais tout le monde a peur de tout le monde. Certains ont été punis, certains ont été tués. D'autres se sont ôtés la vie. Un de mes amis gay s'est jeté du haut d'un bâtiment de six étages. Son père m'a appelé jour et nuit pendant une semaine pour tenter de comprendre comment son fils avait pu faire une telle chose. Mais je ne pouvais rien dire. Même dans la mort je devais protéger son honneur. Peu de temps avant de passer à l'acte, nous nous sommes assis ensemble et il m'a demandé "si je me tue, est-ce que Dieu me pardonnera d'être gay?" ».